

Quinzième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

Courrier international des mouvements sociaux

Une rencontre des mouvements sociaux s'est tenue au Mexique au mois d'août dernier pour débattre et pour élaborer des propositions communes face à l'avenir. Cette rencontre se situe dans les suites du premier Forum Social Mondial de 2001, et sur proposition de la CUT et du MST du Brésil, d'ATTAC-France et de Focus on The Global South de la Thaïlande. Le FSM 2002, qui était le premier événement International de taille (50.000 participant-e-s), s'opposant à la mondialisation néolibérale après les attentats du 11 novembre, a mis en évidence l'engagement dans la construction de la résistance internationale et la solidarité - engagement qui s'est exprimé surtout à partir de l'appel des mouvements sociaux.



C'est alors qu'on a proposé au MST et à la CUT d'établir un petit secrétariat afin de faciliter la coordination des initiatives des mouvements sociaux pendant la période à venir, et en vue du FSM 2003. Ceci marque le début des discussions sur la manière que nous, les mouvements sociaux, pouvons travailler pour consolider une coordination plus permanente. De là est née l'idée d'avancer dans la construction d'un **Réseau Mondial des Mouvements Sociaux**, sur la base d'une proposition de la CUT et du MST du Brésil, la Marche Mondiale des Femmes, ATTAC-France et Focus on the Global South - Thaïlande. Les objectifs du Réseau étaient ceux de permettre aux mouvements sociaux du monde d'échanger des analyses, des opinions et des renseignements en ce qui concerne la conjoncture, et aussi de permettre le partage du travail et des priorités des mouvements, avant et après les Forums.

La crise du capitalisme, ses effets sociaux, économiques et environnementaux et les politiques patronales et gouvernementales, ainsi que les mobilisations des travailleurs et des travailleuses et des secteurs populaires, rendent nécessaire de se doter d'un instrument utile pour partager des renseignements, coordonner des initiatives et pour réfléchir sur les alternatives à la crise et sur les stratégies de lutte. Comme un premier pas sur ce chemin, a été mis sur pied un Courrier des Mouvements Sociaux. Demandez-le, et faisons-le vivre !



Notre camarade Eladio est décédé

Eladio Villanueva est décédé dimanche 15 novembre, à l'âge de 49 ans.

Coordination internationale dans le rail, marches internationales contre le chômage, rencontres internationales, réseau des syndicats alternatifs en Europe, manifestations en Espagne et en France, ... nous avons eu le bonheur de militer avec Eladio, lorsqu'il était secrétaire générale du syndicat fédéral des cheminots, puis secrétaire général de la confédération CGT.

La veille encore, à l'occasion du congrès des cheminots de la CGT à Saragosse, nous avons préparé ensemble des initiatives syndicales internationales.

Avec beaucoup de tristesse, et un grand respect pour Eladio, nous étions aux côtés de sa compagne, de ses proches, de tous ses camarades de la CGT-E, le 17 novembre à Madrid.

<http://www.rojoynegro.info/2004/spip.php?article28674> <http://www.cgt.org.es/spip.php?article1556> <http://www.cgt.org.es/spip.php?article1557>



Boycott, Désinvestissement et Sanctions vis-à-vis d'Israël



Israël impose un régime d'Apartheid aux palestiniens. Le monde a refusé l'Apartheid en Afrique du Sud, il le refuse aussi en Palestine. La société civile palestinienne a lancé un appel à une campagne non-violente de **boycott, désinvestissement et sanctions** (BDS) en 2005 tant qu'Israël ne respectera pas le droit international. Le Bureau National de l'Union syndicale Solidaires, a donné son accord pour que l'Union s'inscrive dans cet appel.

Le weekend des 24 et 25 octobre une formation a réuni plus de 150 participant-e-s. Des groupes de travail sont ressortis et doivent concrètement se mettre ... au travail. Les objectifs ont été atteints : former les militant-e-s sur la campagne BDS, développer le réseau à l'échelle nationale, s'insérer dans le réseau international, et définir ensemble les priorités de la campagne. Les priorités retenues sont :

- la cible principale est **Agrexco** et **Carmel**, avec en lien **Carrefour**, qui commercialise nombre de ses produits ;
- mettre en place un site web ;
- **élargir le front des signataires et des participants** à la campagne, en termes d'organisations et par la **création de collectifs locaux**, le but étant de faire émerger une campagne populaire et citoyenne et pas restreinte aux militants déjà investis sur la solidarité avec la Palestine.

<http://campagneboycott.blogspot.com/>

Pays basque : des mesures urgentes pour lutter contre la crise

Plusieurs syndicats du Pays basque ont travaillé sur une plate-forme commune. Celle-ci reprend 10 points, présentés comme des mesures d'urgence. Extraits de la déclaration présentant cette initiative :

Depuis la grève générale convoquée le 21 mai, les conséquences de la crise s'aggravent, le patronat a haussé le ton de ses exigences et les gouvernements restent à son service tout en appliquant des politiques qui ne donnent aucune réponse à la situation extrême que des milliers de travailleurs, les collectifs les plus défavorisés et les exclus de la société endurent. Le patronat et les administrations publiques ne peuvent ni continuer à imposer unilatéralement leur modèle économique et social, ni nous tromper avec un « dialogue social » conçu en faveur du capital pour que rien ne change et dont l'objectif est de neutraliser l'action syndicale revendicative.

ELA – LAB – ESK - STEE/EILAS - EHNE et HIRU misent sur un modèle économique et social alternatif qui repose sur la justice sociale, l'égalité et la distribution de la richesse et du travail aussi bien productif que reproductif. Nous réclamons donc un changement des politiques appliquées ; une importante transformation qui permet aux habitants du Pays basque de choisir leurs propres politiques de travail, économiques et sociales ; ainsi qu'un propre cadre à pleines compétences législatives en matière économique, de travail et de protection sociale. De même, compte tenu de l'urgence et du sérieux de la situation, nous demandons aux gouvernements de Gasteiz et d'Iruñea et aux Députations Forales d'envisager, s'il existe vraiment de la volonté politique, des mesures exécutables à court terme.

Les dix points (détaillés dans la déclaration commune) porte sur les sujets suivants :

- **Préservation des emplois** par rapport aux licenciements et amélioration de la qualité.
- **Assurer l'égalité au niveau des conditions de travail** en rejetant tout type de discrimination liée au sexe, âge, handicap ou nationalité.
- **Accroître les prestations sociales** pour faire face à la hausse du chômage et de la pauvreté.
- **Une politique fiscale juste et progressive** qui favorise une distribution de la richesse plus équitable.
- **Augmenter les dépenses publiques destinées à la santé et à l'éducation** pour arriver à la moyenne des pays économiquement plus développés/
- Proposition de loi tendant à la pleine **reconnaissance de différents droits** (dépendance, emplois, logements).
- **Impulsion du secteur public** en tant que moteur de développement économique et social.
- **Assurer la liberté syndicale**, le respect des majorités syndicales, le droit de grève, et mettre fin à l'exclusion de certains syndicats à cause de leur plan de travail.
- **Favoriser la participation de la société en matière de conception des politiques économiques et sociales** et tenir compte de leurs opinions, à travers des processus réels de consultation et des référendums contraignants.
- Favoriser un **Cadre de Relations Professionnelles et de Protection Sociale Basque** ayant pour objectif de doter Hego Euskal Herria de sa propre législation en matière d'emploi, de négociation collective, et qui nous permette d'envisager certaines mesures comme : la **réduction de la journée de travail**, la **suppression des heures supplémentaires**, l'**anticipation de l'âge de la retraite**, la création de **politiques d'emploi efficaces**, l'**amélioration du système des retraites** et fixation de **salaires dignes**.

www.labsindikaturia.org/sarrera

Assassinat d'un militant du droit au logement, à Bamako

Dimanche 15 novembre, Issa Diarra, habitant de Kognoumani, un quartier de Bamako, a été assassiné. Issa était membre de l'Union des associations et des coordinations d'associations pour la défense et le droit des démunis (UACADDD), qui fait partie du réseau No-Vox. **Son assassin est un homme de main d'une milice privée au service de spéculateurs fonciers.**

C'est au cours de la réunion hebdomadaire des habitants du quartier que sont arrivés des représentants des promoteurs équipés de matériel de construction et accompagnés de 4 hommes armés. Les représentant-e-s de l'Union ont alors informé les « intrus » qu'une procédure juridique était en cours et que rien ne pouvait être engagé sur leur terrain avant que la décision de justice ne soit rendue. **Les miliciens ont alors menacé la population avec leurs armes mais les habitant-e-s, pacifistes, ont refusé de bouger.** L'un des miliciens, Ousmane Coulibaly, a alors tiré, touchant Issa Diarra qui mourra dans la soirée.

Les habitant-e-s, suite à ce crime se sont emparés de l'arme du crime ainsi que de la carte professionnelle de son complice, le sergent Modibo Diarra. Les deux hommes, Ousmane Coulibaly et Modibo Diarra sont depuis sous la protection de la mairie de la Commune, alors que trois habitants du quartier et membres de l'Union sont emprisonnés depuis dimanche soir. **Les habitants innocents sont sous les verrous pendant que les assassins sont protégés par la mairie !**

Mobilisons nous partout pour rendre hommage et demander justice pour Issa Diarra et pour tous les déguerpis !

- ➔ Pour la libération immédiate des trois militants de l'Union arrêtés
- ➔ Pour l'arrestation des assassins de M. Issa Diarra et des commanditaires de ce crime politique
- ➔ Pour une enquête approfondie sur les activités foncières de la mairie de la commune I de Bamako
- ➔ Pour l'arrêt immédiat des destructions et des expulsions au profit de spéculateurs fonciers et immobiliers.

www.no-vox.org

Éducation : Solidaires avec les luttes en Allemagne et en Autriche

En Allemagne, en France, comme dans le reste de l'Europe, **le secteur de l'éducation est particulièrement touché par les nouvelles politiques publiques d'inspiration libérale.** Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » s'applique peu à peu à l'enseignement creusant considérablement les inégalités entre établissements, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, etc. Et l'on peut déjà constater les désastres dus à la privatisation de pans entiers de l'éducation entraînant la disparition de filières entières, l'augmentation des frais de scolarités...

À la multiplication des « réformes » en Europe correspond depuis quelques années un regain des résistances à de tels projets injustes socialement. Dans les universités particulièrement, se cristallise autour du Processus de Bologne, de la stratégie de Lisbonne et de l'autonomisation budgétaire des universités des luttes sociales importantes, dans toute l'Europe. **En Espagne, en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en France et dans d'autres pays, des mouvements sociaux souvent inédits ont ainsi menés des actions de résistance face aux projets libéraux, avec l'objectif d'arriver à un système d'éducation égalitaire.**

En ce moment, les étudiant-e-s et enseignant-e-s d'Autriche et d'Allemagne entament un mouvement contre l'introduction de l'équivalent de la Loi d'Autonomie des Universités (LRU) dans leur-e-s universités. Dans le reste de l'éducation, les enseignant-e-s et les lycéen-ne-s protestent contre la surcharge effective de classes, la suppression de certaines filières, l'extraordinaire disparité des salaires et des statuts, la mise en concurrence des personnels et des établissements ainsi que le désinvestissement progressif de l'État dans l'éducation.

Les fédérations SUD Étudiant et Sud Lycéen soutiennent les mouvements naissants des lycéen-ne-s, enseignant-e-s et étudiant-e-s en Allemagne et en Autriche. L'heure est à l'unification des luttes de l'éducation en Europe !

www.sud-etudiant.org

Solidarité avec les journalistes tunisiens et marocains réprimés

En Tunisie et au Maroc, des journalistes sont persécutés, condamnés et emprisonnés pour l'exercice de leur métier. Une véritable chasse aux sorcières, pour museler les quelques voix qui déborderaient les « lignes rouges ».

En Tunisie, les autorités se sont acharnées sur ceux qui par leur plume ont critiqué la mascarade électorale de la nième réélection du Président Ben Ali qui ne lésine pas sur les moyens pour faire taire les voix discordantes. Faute de pouvoir les bâillonner, il fabrique des prétendus délits pour les emprisonner.

Lundi 9 novembre, les rédactions des 3 seuls journaux d'opposition indépendants du pouvoir et théoriquement autorisés en Tunisie ont pris une décision conjointe : *Al-Mawfik* (PDP), *Attariq Aljadid* (Attajid), et *Mouwatoun* (FTDL) ont décidé de

cesser de paraître pendant 1 semaine afin de protester contre la censure déguisée dont ils font l'objet en permanence : saisies illicites, intimidation des distributeurs, détournement des copies, etc. Ainsi, la situation de la presse libre en Tunisie est plus claire que jamais.

Au Maroc, c'est sous prétexte de la sacralité du Monarque et de l'intégrité territoriale que se fait l'instrumentalisation de la machine judiciaire qui réprime les journalistes et asphyxie financièrement les publications. Certains d'entre eux ont ainsi été poursuivis et condamnés pour avoir abordé dans leurs écrits la maladie du Roi révélée pourtant par un communiqué officiel du Palais.

Au mois d'août, le Ministère de l'intérieur a ordonné en toute illégalité la saisie et la destruction de 100 000 exemplaires des magazines TelQuel et Nichane, qui étaient encore sous presse. Les autorités leur reprochent d'avoir voulu publier, en partenariat avec le journal français Le Monde, un sondage d'opinion sur le bilan des dix ans de règne du Roi. Le numéro du quotidien Le Monde a été interdit de vente au Maroc. Même si les résultats de ce sondage peuvent s'apparenter à un plébiscite, pour le porte-parole du gouvernement : « *La monarchie ne pouvait être sujette à débat, même dans le cadre d'un sondage* » !

En **solidarité avec les journalistes victimes d'exactions et de poursuites judiciaires** et pour exiger la **libération de ceux qui sont emprisonnés**, un rassemblement a été organisé le 18 novembre, à Paris.

www.atmf.ras.eu.org www.ftcr.eu/

Syndicalisme autonome en Algérie : actions et répression !

Les camarades du SNAPAP d'Algérie nous signalent la forte répression qui les frappe venant de la police et de tout l'appareil gouvernemental. Cette répression est causée par **la grève que mènent les enseignants pour exiger une amélioration dans l'éducation algérienne**.

L'école publique connaît une massification d'élèves et les enseignants doivent faire face à une situation chaotique avec des classes surchargées, des postes non pourvus, un manque important de personnel. Les syndicats revendiquent une école publique de qualité pour tous et pour toutes, et une hausse des salaires, l'intégration du professorat intérimaire, la couverture sociale des maladies professionnelles, la revalorisation des compléments spécifiques pour les professeurs du sud du pays et une série de mesures sociales et professionnelles qui touchent des secteurs concrets.

Face à ces demandes justes et au droit légitime de les revendiquer par la mobilisation et la grève, le gouvernement algérien a répondu par la répression habituelle, l'arrestation de 50 camarades membres du Conseil national du SNAPAP-Éducation, qui ont passé la nuit en face du bâtiment de la police. De violentes charges de la police se sont aussi produites durant toute la journée.

En plus de la répression policière, il faut ajouter celle de la Justice, étant donné qu'un juge a déclaré la grève illégale et que l'appareil gouvernemental cherche à fragmenter les syndicats autonomes en fomentant des divisions et des scissions de l'intérieur afin d'affaiblir leur capacité d'action.

L'Union syndicale Solidaires apporte bien sûr son soutien aux camarades des syndicats autonomes d'Algérie, qui font vivre le syndicalisme dans des conditions particulièrement difficiles.

Solidarité avec les 850 phosphatiers licenciés à Khouribga (Maroc)

En juillet 2009, l'Office Chérifien de Phosphate (OCP) a licencié abusivement 850 ouvriers qui travaillaient dans sa filiale SMESI. Les raisons de ce licenciement tiennent à la constitution d'un bureau syndical et à la volonté de la direction d'imposer une flexibilité à outrance notamment en obligeant les salariés à contracter des CDD de trois mois par l'intermédiaire de sociétés d'intérim. **Au moment où l'OCP réalise malgré la crise, un chiffre d'affaires historique et paye grassement ses actionnaires, il vise à accompagner sa transformation en société anonyme par une remise en cause généralisée des droits des travailleurs.**

Une véritable répression s'est déchaînée sur les ouvriers : la ville de Khouribga est quadrillée par les forces de l'ordre, des syndicalistes sont poursuivis, en même temps que la direction fait appel à des retraités pour maintenir son niveau d'activité. Elle refuse par ailleurs d'ouvrir toute négociation sur les revendications des salariés. Depuis le mois de juillet, 850 familles sont privées de toute ressource. Leurs conditions de vie, déjà précaires, se sont gravement détériorées.

Nous saluons la résistance des phosphatiers, affirmons notre solidarité pleine et entière à leur lutte et exigeons le respect des libertés syndicales, la titularisation définitive de tous les salariés, la réintégration des ouvriers licenciés et l'arrêt des poursuites judiciaires à l'encontre des quatre syndicalistes déférés devant le tribunal et de toute forme de répression.

Premiers signataires: *AMF, ASDHOM, ATMF, ATTAC, CNT, CORELSO, FTCT, No Vox, NPA, PCF, PCOT, Solidaires,...*